

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Hauts-de-Seine"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



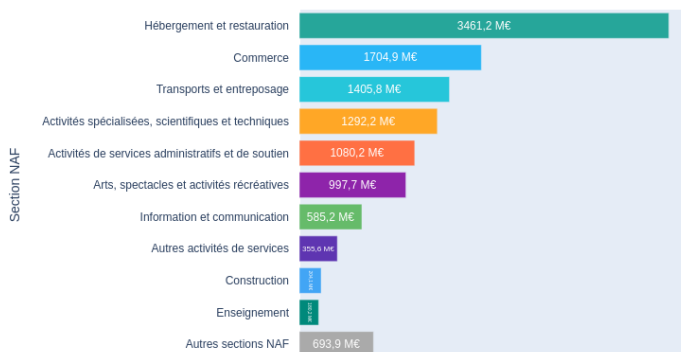
Montant total : 41 451 779 801 euros

Nombre d'aides : 10 876 299

Nombre d'entreprises : 2 039 433

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



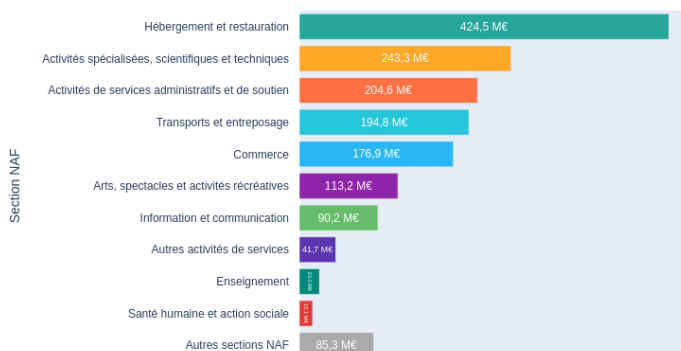
Montant total : 11 961 012 901 euros

Nombre d'aides : 2 633 853

Nombre d'entreprises : 426 537

Niveau Départemental : Hauts-de-Seine

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 612 616 057 euros

Nombre d'aides : 325 716

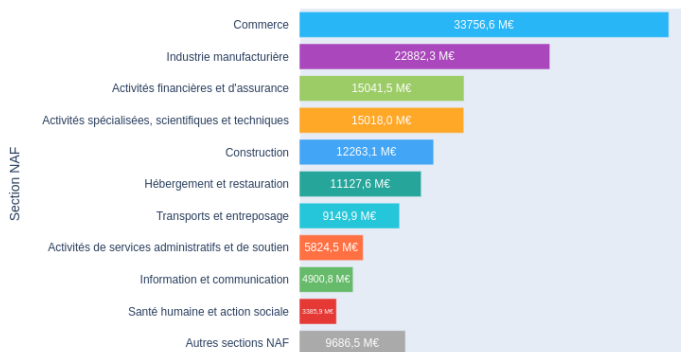
Nombre d'entreprises : 51 994



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

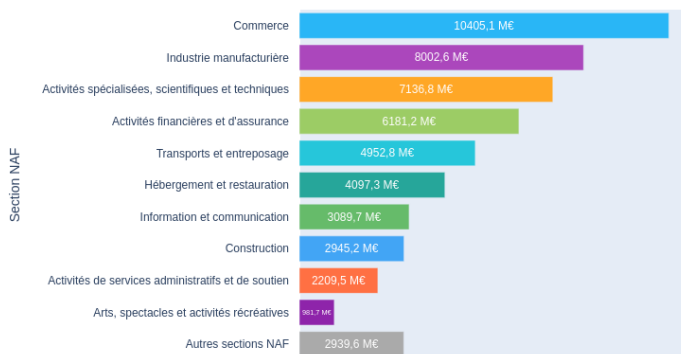


Montant total : 143 036 642 125 euros

Nombre de prêts : 699 401

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

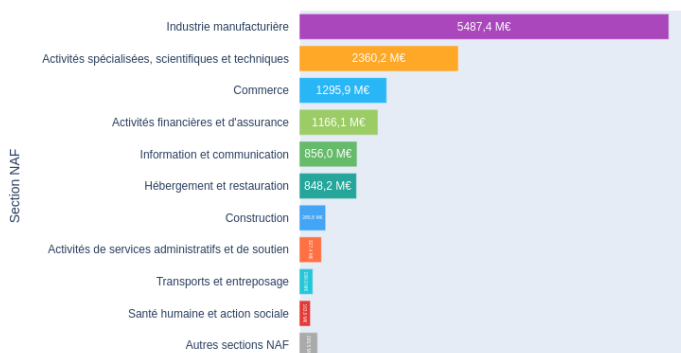


Montant total : 52 941 645 037 euros

Nombre de prêts : 147 721

Niveau Départemental : Hauts-de-Seine

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 13 362 642 853 euros

Nombre de prêts : 17 583



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)

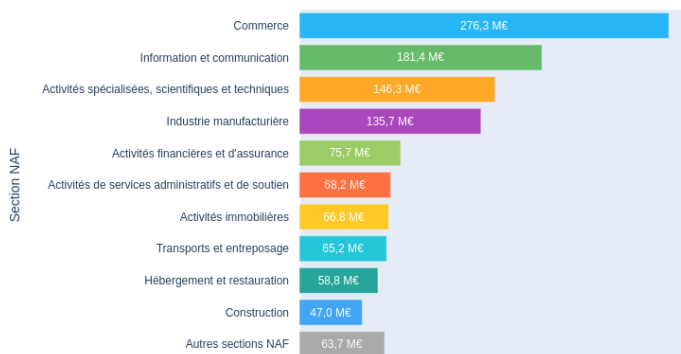


Montant total : 3 588 194 587 euros

Nombre de reports : 115 095

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 185 115 013 euros

Nombre de reports : 16 782

Niveau Départemental : Hauts-de-Seine

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 253 765 480 euros

Nombre de reports : 2 733



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

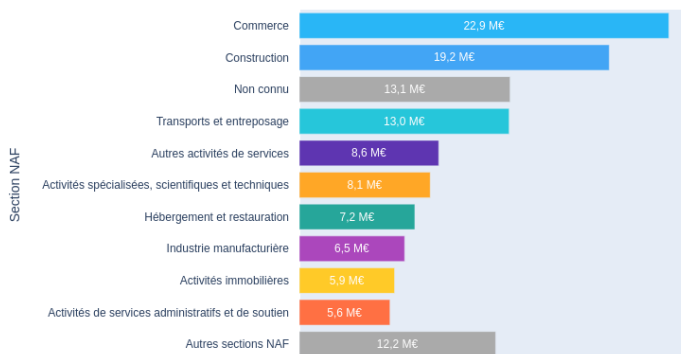


Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

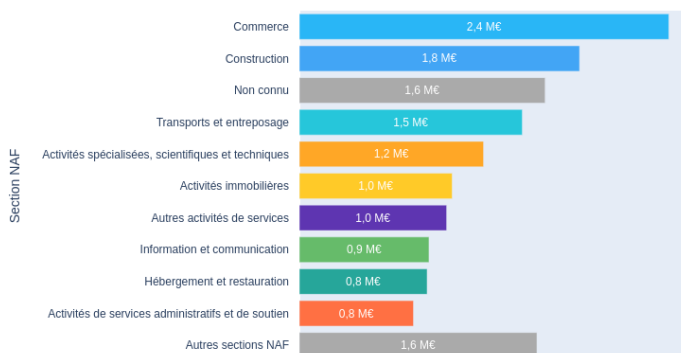


Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

Niveau Départemental : Hauts-de-Seine

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 14 568 686 euros

Nombre d'aides : 19 251



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National

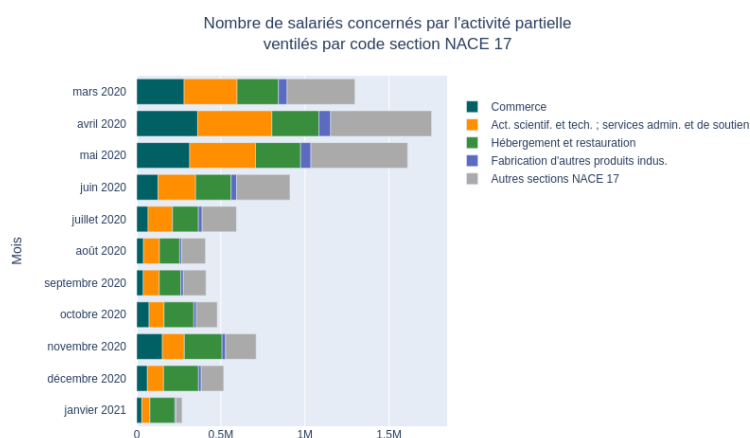


Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 53 070

Nombre de salariés : 310 525

Heures demandées : 27 609 955